

L'apprentissage de la citoyenneté

L'établissement scolaire est le lieu adéquat pour apprendre collectivement une pratique citoyenne qui ne nie pas d'où l'on vient ni ce qu'on est mais qui permet d'être différent ensemble.

L'enseignement des trois valeurs de la laïcité doit se faire en lien avec les deux grands fondements du pacte républicain – l'état civil et le droit du sol – pour créer, par-delà les communautés traditionnelles de chacun, ce que Jean-Louis Auduc nomme "la communauté d'affections, cet ensemble d'images, de valeurs, de rêves et de volontés qui fondent la République".

La laïcité, pierre angulaire du pacte républicain, repose sur trois valeurs indissociables.

– La liberté de conscience permet à chaque citoyen de choisir sa vie spirituelle ou religieuse. Il n'y a pas de croyance obligée, pas de croyance interdite. La liberté de conscience, c'est la possibilité pour chacun de croire ou de ne pas croire, de pouvoir vivre avec une religion ou sans, de pouvoir même en changer s'il le souhaite

– L'égalité en droit des options spirituelles et religieuses prohibe toute discrimination ou contrainte et garantit que l'État ne privilégie aucune option. Elle implique l'égalité de tous les hommes quelle que soit leur option spirituelle, qu'il croit ou ne croit pas en un Dieu. Pas plus qu'il ne défend un dogme religieux, l'État laïque ne promeut une conviction athée ou agnostique.

– La neutralité du pouvoir politique implique que le pouvoir politique reconnaît ses limites en s'abstenant de toute immixtion dans le domaine spirituel ou religieux. Pour que chaque citoyen puisse se reconnaître dans la République, elle soustrait le pouvoir politique à l'influence dominante de toute option spirituelle ou religieuse, afin que chacun puisse vivre ensemble. Cette conception implique également que toutes les religions respectent les lois de l'État et ne considèrent pas qu'elles ont un "droit de veto" sur les décisions prises par celui-ci.

La laïcité suppose l'indépendance du pouvoir politique et des différentes options spirituelles ou religieuses. Celles-ci n'ont pas d'emprise sur l'État et ce dernier n'en a pas sur elles. De même, le spirituel et le religieux doivent s'interdire toute emprise sur l'État et renoncer à leur dimension politique. La laïcité est incompatible avec toute conception de la religion qui souhaiterait régenter, au nom des principes supposés de celle-ci, le système social ou l'ordre politique. Respect, garantie, exigence, vivre ensemble sont donc les principes cardinaux de la laïcité ; ils constituent un ensemble de droits et de devoirs pour l'État, les cultes et les personnes.

par **Jean-Louis Auduc**,
directeur-adjoint
de l'IUFM de Créteil

Faire comprendre ce que représente la laïcité à tous les acteurs du système éducatif est un enjeu décisif pour que tous se l'approprient.

Il apparaît important de relier, lorsqu'on l'enseigne, la laïcité à deux autres grands fondements du pacte républicain : l'état civil et le droit du sol.

L'état civil mis en place pendant la Révolution française permet d'expliquer, y compris à de jeunes élèves, ce qui fonde la laïcité.

Le 20 septembre 1792, l'Assemblée législative laïcise l'état civil et le mariage. La citoyenneté n'est plus liée à la religion. Avec ce texte qui organise l'inscription obligatoire à la mairie à l'occasion de la naissance, du mariage et du décès, au lieu de l'inscription sur les registres paroissiaux, chacun peut dès lors vivre, s'il le souhaite, en athée. C'est, selon Jaurès, *"la laïcisation des bases de la vie"*. Il y a, avec la création de l'état civil, prééminence de l'État sur toute autre structure, conformément aux trois principes de la laïcité exprimés plus haut :

- la neutralité, l'impartialité de l'État permet à chacun d'avoir la garantie de son nom, de son prénom, de son mariage, en dehors de toute croyance ;

- la liberté de conscience est garantie par le fait que chacun, après la déclaration de naissance, le mariage, la déclaration de décès, peut aller accomplir les cérémonies religieuses qu'il peut souhaiter ; mais, celles-ci viendront toujours en second. On ne peut se marier à l'église, au temple, à la synagogue, à la mosquée, à la pagode qu'après s'être marié à la mairie. Un mariage seulement religieux n'est pas reconnu comme mariage ;

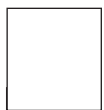
- l'égalité en droit de toutes les croyances ou non-croyances est garantie par le fait que l'État ne se soucie pas de la cérémonie du culte ou de l'absence de cérémonie qui pourra suivre l'acte accompli à la mairie.

Le droit du sol : forger un sentiment commun d'appartenance

Le cadre laïque est le lieu de conciliation de la double exigence : respecter la diversité culturelle de chacun et forger un sentiment commun d'appartenance. Cette exigence est d'autant plus importante que la France est régie par le droit du sol, ce qui n'est pas le cas d'autres pays européens. Sur 40 000 enfants nés en France de parents étrangers, il n'y en aura que 500 qui ne deviendront pas Français. Sur 40 000 enfants allemands nés dans ce pays de parents étrangers, seuls 1 000 deviendront Allemands.

Construire un projet commun pour vivre ensemble est un enjeu pour la laïcité. Elle doit se donner les moyens de faire coexister sur un même territoire des individus qui ne partagent pas les mêmes convictions, au lieu de les juxtaposer en une mosaïque de communautés fermées sur elles-mêmes et mutuellement exclusives. La laïcité peut être le levain de l'intégration de tous dans la société : elle équilibre recon-

naissance du droit à une identité propre et effort nécessaire pour tisser les convictions individuelles avec le lien social. L'apprentissage de la citoyenneté dans notre société à cultures et origines diverses suppose qu'on apprenne à vivre ensemble. En articulant unité nationale, neutralité de la République et reconnaissance de la diversité, la laïcité crée par-delà les communautés traditionnelles de chacun la communauté d'affections, cet ensemble d'images, de valeurs, de rêves et de volontés qui fondent la République. Comme le disait Ernest Renan au XIX^e siècle : *“L'existence d'une nation est un plébiscite permanent comme l'existence d'un individu est une affirmation perpétuelle de la vie.”* Faire vivre la laïcité, c'est défendre la liberté de conscience, c'est promouvoir l'universalisme et les droits de la personne humaine. L'enjeu de la laïcité, c'est la construction d'un projet collectif : approprié par tous, reposant sur un “vivre ensemble” ; mettant en avant les valeurs, les savoir-faire, les savoirs qui réunissent et non ce qui peut diviser ; qui ne nie pas d'où l'on vient et ce que l'on est, mais qui sache où l'on va et sur quelles valeurs. L'établissement scolaire, espace laïque de savoir et de citoyenneté, doit développer des pratiques de citoyenneté, des initiatives citoyennes, créer des espaces de médiation, d'écoute et de dialogue avec les jeunes et les familles, pour essayer de faire que le lien social, déchiré par les inégalités et la crise, se reconstitue aussi dans la solidarité et par l'engagement dans l'école. Le civisme ne doit pas être une règle froide et abstraite, mais un apprentissage collectif permanent. Le développement d'une véritable communauté éducative regroupant tous les acteurs d'un établissement, quelles que soient leurs origines, leurs philosophies, leurs croyances, est le meilleur antidote contre les replis communautaires.

 *L'apprentissage de la citoyenneté dans notre société à cultures et origines diverses suppose qu'on apprenne à vivre ensemble.*

L'appropriation par tous des règles de fonctionnement de l'école laïque

L'appropriation par tous les membres de la communauté scolaire est un enjeu fondamental. Cela implique que chaque année à la rentrée, il y ait présentation, travail collectif sur les règles.

Lorsqu'une procédure d'exclusion est menée dans un établissement scolaire concernant un signe manifestant ostensiblement une appartenance religieuse, comme pour tout autre motif de sanction, il y a plusieurs parties en présence : l'administration, l'équipe éducative, l'élève et sa famille, et les autres élèves de l'établissement témoins et observateurs de ce qui se passe. Trop peu souvent dans un tel cas, on se préoccupe de l'ensemble des autres élèves pour leur permettre de comprendre ce qui se joue, les enjeux, le pourquoi des décisions.

Le Pèlerin, 28^e année,
n° 1450, 16 octobre 1904.

Il n'y a pas, par exemple, dans la majeure partie des cas, de réunions des délégués élèves à des fins d'explications. Faire comprendre les décisions prises est pourtant décisif pour une appropriation collective de la laïcité.

Un tel travail en direction des acteurs de la communauté scolaire est primordial, y compris pour que les élèves comprennent que l'administration et le personnel croient aux valeurs de l'école laïque. Ne pas le faire, c'est donner l'impression d'une hésitation par rapport aux valeurs qui sous-tendent le "vivre ensemble". Un texte n'est rien s'il n'est pas chaque année expliqué à tous les élèves, à tous les adultes de la communauté scolaire. Faire que tous les adultes de l'établissement

(personnels de direction, d'éducation, enseignants, administratifs, ouvriers, sociaux...) aient un discours cohérent est un enjeu important pour toute la communauté éducative. Cela implique que chacun, de l'aide éducateur à l'enseignant, du personnel administratif à l'équipe de direction, soit conscient qu'il faut une cohérence entre le dire des discours et le faire du travail quotidien ; qu'il est nécessaire que chacun dans ses activités applique les mêmes règles que l'autre, ait le même seuil de tolérance concernant ce qui est inacceptable, non négociable.

Il est fondamental que l'élève ressente que tout l'établissement, tous les cours fonctionnent selon les mêmes règles. Les règles dans l'école n'étant déjà pas les mêmes que celles fonctionnant dans la rue, dans la cité ou évoquées dans les médias, il est difficile pour les élèves de se les approprier, s'ils ressentent que, concernant par exemple les retards, le rendu des devoirs, les injures, il y a une règle en français, une en mathématiques, une en EPS (éducation physique et sportive), etc. Cela ne peut que déstabiliser les jeunes et rendre plus difficile l'exercice du métier d'enseignant.

La construction d'un seuil de l'intolérable commun à toute l'équipe éducative implique la construction d'un compromis entre tous les personnels où chacun apporte sa vision mais accepte de pratiquer, dans sa classe, dans son atelier, la loi commune. Il faut se garder de penser qu'un simple consensus sans réflexion de toute l'équipe de l'établissement puisse y suffire.

L'exemplarité des comportements et du "dire" et du "faire" dans l'école est indispensable. Dans le domaine de la laïcité comme dans tant d'autres, poser des principes, c'est une chose certes importante, mais pour s'approprier ce concept, la mise en pratique est fondamentale. De grands écarts entre le faire et le dire sont un facteur d'incompréhension pour les pratiques de ces valeurs dans l'école. Il faut donc en permanence rappeler qu'il ne suffit pas que des principes soient inscrits sur des murs ou dans des lois pour qu'ils s'appliquent spontanément. Liberté, égalité, fraternité, laïcité, justice égale pour tous restent des horizons à atteindre. Développer la vie associative, les pratiques collectives, dans l'établissement scolaire, dans les centres de loisirs est un enjeu essentiel pour que le jeune se situe dans une situation de responsabilisation et d'action par rapport aux principes républicains qui fondent notre vécu commun. Soyons-en conscients, l'école voit souvent les principes qui la guident détricotés en permanence par les médias, notamment la télévision, la télé réalité, qui fonctionne sur l'individualisme, la compétition à outrance, le rejet, le mépris de l'autre... Être conscient de cette situation implique que l'école et ses partenaires comme les associations complémentaires se vivent non comme de simples récepteurs de ce qui se passe à l'extérieur, mais comme des émetteurs de valeurs vers la cité.

S'affranchir des médias et des groupes de pression

La laïcité, c'est également l'indépendance vis-à-vis de tous les groupes de pression. Aucune pression idéologique ou religieuse ne doit donc interdire à l'école d'aborder un champ du savoir qu'elle juge indispensable, y compris l'histoire du fait religieux. L'école ne doit pas éluder l'actualité, mais doit aider les élèves à décrypter les images, les médias, leur apprendre à comprendre le monde pour ne pas le subir. Traiter des religions, du fait culturel religieux à l'école n'est pas contradictoire avec la laïcité à la condition qu'on se situe bien dans le domaine du "champ du savoir" et non dans le domaine du catéchisme. Le développement par des entreprises, des collectivités territoriales, des associations, d'initiatives publicitaires ou d'interventions dans les établissements scolaires impose la vigilance de tous les acteurs du système éducatif.

Il faut éviter un grand écart entre le "dire" et le "faire" en ayant sur divers sujets une attitude contraire aux principes qu'on met en avant sur d'autre.

Défendre la laïcité, défendre l'indépendance de l'école, c'est s'interroger lorsqu'une banque propose des documents pédagogiques, lorsqu'un organisme de crédit invite les enseignants des sciences et techniques de la Terre (STT) à utiliser leurs dossiers pour les classes, lorsque l'organisme chargé du retraitement des déchets nucléaires écrit aux enseignants d'histoire-géographie de certaines régions pour leur demander de venir présenter à leurs élèves l'énergie nucléaire.

Le 1^{er} juillet 2004, le tribunal administratif de Pontoise a ainsi jugé illégal la tenue dans un lycée d'un jeu "d'initiation à l'économie" par une banque. Le tribunal administratif a considéré que *"ce jeu qui avait clairement des objectifs publicitaires et commerciaux pour la banque organisatrice tombait sous le coup de la prohibition des initiatives de nature publicitaire, commerciale, politique ou confessionnelle en contrevenant au principe de neutralité de l'école rappelé par de nombreuses circulaires et notes de service émanant du ministre de l'Éducation nationale."*

La multiplication des documents dits pédagogiques proposés par certaines entreprises a d'ailleurs conduit l'INC (Institut national de la consommation) à élaborer un guide de ces documents, consultable sur son site Internet, afin d'indiquer ce qui pouvait être utile pour traiter les programmes scolaires et ce qui semblait ressortir d'une pure démarche publicitaire, incompatible avec les missions de l'école.

L'apprentissage et les pratiques de la citoyenneté

L'éducation à la citoyenneté ne doit pas être une cerise sur le gâteau, mais doit se situer au cœur des apprentissages et constituer un outil de réussite scolaire. Elle s'adresse à tous les élèves, à tous les établisse-

ments et pas uniquement à ceux réputés en difficulté. Elle n'a pas seulement lieu lors des heures d'éducation civique. L'école doit valoriser ceux qui grimpent, grâce à leurs efforts, l'escalier social, montrant ainsi que suivre les règles, c'est payant. Dans les quartiers défavorisés, il n'y a pas que la délinquance et l'échec scolaire. Un nombre de plus en plus important des élèves de ces quartiers réussissent leurs parcours scolaires et s'insèrent positivement dans la société. Même si ces élèves restent une minorité, celle-ci est de plus en plus importante et significative. Il s'agit de redonner espoir à des jeunes et à leurs familles, de leur montrer qu'ils ne sont pas fatalement assignés à résidence à perpétuité dans l'assistanat.

Les pratiques de citoyenneté dans toutes les disciplines doivent donc reposer sur :

- des valeurs non négociables qui sont les fondements d'un fonctionnement social démocratique, comme le refus du racisme ou du sexisme, respect des droits de l'homme, etc. ;
- une réflexion sur ce qu'est le bien commun, l'intérêt général, qui n'est pas la somme des intérêts particuliers ;
- des pratiques de médiation concernant la gestion des conflits dans un cadre clairement identifié et reconnu par tous les partenaires ;
- un apprentissage de l'argumentation, du débat, base de la vie démocratique.

La minorité a le droit de conserver ses idées, mais elle doit accepter les lois, les règles, les règlements définis par la majorité. Ces pratiques reposent également sur une laïcité présentée, explicitée, développée pour et avec tous les élèves. L'école doit se concevoir comme un lieu de compréhension du monde, elle doit à travers ses pratiques et les savoirs qu'elle dispense permettre à l'élève de comprendre le monde pour ne pas le subir. Et se vivre comme un lieu de compréhension, de connaissances des autres cultures, notamment pour faire entendre à l'élève la part d'universel que recèle chaque culture.

Pour des élèves issus d'autres cultures, il est important d'articuler la notion de patrimoine à partir de leur culture d'origine et de ce qui constitue la culture commune de la France, membres qu'ils sont de la communauté de destin en devenir qui est la nation française.

Le principe "Pour savoir où l'on va, il faut savoir d'où l'on vient" reste valable. Cependant, l'approche des racines ne doit pas être artificielle et il faut éviter de rejeter les élèves dans des situations qu'ils ne vivent pas comme leurs, étant en France depuis plusieurs générations. Certains se vivent comme ni d'ailleurs ni d'ici ! Cette crise d'identité fait que certains jeunes issus de familles maliennes se réinventent un passé, une culture basée sur les Afro-Américains des ghettos... Une telle crise mal gérée par l'école est aussi une porte ouverte à ceux qui utilisent l'intégrisme ou l'approche sectaire comme solution pour se construire une personnalité.

L'éducation aux droits de l'homme est un formidable défi pédagogique. Elle passe par des savoirs, des pratiques, des valeurs et des concepts, des fondements et des problèmes, par la confrontation du droit et de la vie sociale, l'approche disciplinaire et interdisciplinaire. Elle met aussi le jeune en posture d'agir. S'il est toujours indispensable de proclamer que les êtres humains doivent être libres de parler et de croire, il faut affirmer avec force la nécessité de les libérer non seule-

ment de la terreur, mais de la misère. Il ne suffit pas d'énoncer des droits ; ce sont les femmes et les hommes en tant que citoyens qui, s'emparant de ces textes, doivent en faire des réalités concrètes.

Comme le disent les auteurs (Guy Lagelée et alii) de l'ouvrage *La conquête mondiale des droits de l'homme*, remplaçant les textes sur les droits de l'homme dans une dynamique laïque : *"Ces textes ne sont pas*

sacrés. Ils évoluent, se complètent. Parfois leurs rédacteurs balbutient, tâtonnent. Parfois ils trouvent d'emblée la formule qui d'un coup forge un concept lumineux. C'est qu'ils ne sont pas imposés par une autorité supérieure qui saurait le bien ou le mal mais par l'humanité qui prend conscience. D'autres droits sont encore à définir, à proclamer en fonction de l'évolution du monde mais en ce domaine, il n'y a pas d'abandon possible d'un terrain conquis. Jamais un recul n'est admis. Le champ des droits s'élargit toujours, il ne rétrécit jamais."

Développer des pratiques collectives

Il faut marcher sur ses deux jambes, c'est-à-dire lier l'apprentissage du principe de la laïcité dans l'école à des actions pour favoriser le collectif, le "vivre ensemble" aux dépens des dérives communautaristes.

Souvent, la dérive communautariste repose sur une crise d'identité. D'une part, crise d'identité du territoire. Les jeunes de nos villes, de nos quartiers, sont souvent confrontés à un "grand écart" d'identités ambivalentes et floues : ni d'ici ni d'ailleurs. Ils ne se reconnaissent pas par rapport à la globalité de la Ville, souvent une juxtaposition d'espaces où ségrégation sociale et spatiale se mêlent. Ils ont donc tendance à rechercher une culture d'identification en se repliant sur des groupes ethniques, religieux, voire des sectes... Et, d'autre part, crise d'identité de la situation garçon/fille. Notre société doit s'interroger sur le fait qu'aujourd'hui, entre 2 et 18 ans, les jeunes ne vont rencontrer pour travailler avec eux que des femmes : professeurs, chefs d'établissements, assistantes sociales, infirmières, médecins généralistes, employées de préfecture ou de mairie, voire juges, tous ces métiers sont très majoritairement féminins. Au fond, les seuls métiers mascu-

Les jeunes de nos villes,
de nos quartiers,
sont confrontés souvent

à un "grand écart" d'identités
ambivalentes et floues.

lins de proximité sont les policiers... Cette situation peut entraîner une crise d'identité pour certains garçons et en amener quelques-uns à manifester leur masculinité par la force et la violence, voire à être tentés par des idéologies rabaissant le rôle de la femme...

Face à une absence de collectif montrant un projet global de vie en commun dans le futur, il est important que la société s'interroge sur ce qui peut redonner sens à du collectif. N'avons-nous pas trop rapidement abandonné des rites collectifs ? La construction de la personnalité, le sentiment d'appartenance à un groupe, à un établissement, à une nation passent par des rites. S'il n'y a plus aucun rite organisé par la société, la bande et les groupes ethniques ou religieux les remplaceront... Il est important que de tels rites intégratifs puissent exister.

Pourquoi ne pas organiser des distributions de prix dans les écoles, collèges, lycées ? Cela valoriserait les élèves en réussite scolaire. Pourquoi ne pas organiser des cérémonies dans le lycée ou la mairie pour tous les jeunes ayant la majorité dans l'année ?

L'appartenance à un collectif est un élément important du "vivre ensemble". Pour dépasser les tensions communautaires, il faut proposer des éléments d'une appartenance collective. L'établissement scolaire public doit se concevoir comme porteur d'un projet collectif approprié par tous, élément d'un projet national collectif. De telles initiatives ont pour but de contribuer à faire de la laïcité un ciment de la lutte contre les communautarismes et faire que les convictions particulières ne l'emportent pas sur la loi commune.

Lutter contre le racisme et pour l'égalité hommes-femmes

C'est un enjeu de citoyenneté à l'inverse de toute démarche communautaire. Lutter contre les discriminations et les racismes, c'est aussi pratiquer un travail sur l'histoire, le patrimoine de la nation qui transcende les mémoires familiales. Il est important de voir qu'il n'y a pas de "petits" actes racistes ou antisémites qui pourraient être pudiquement "excusés" ou ne pas faire l'objet de réactions. Tout acte raciste est un délit, toute parole raciste est condamnable et doit l'être. Tout amalgame visant à mettre sur le dos d'un groupe ethnique ou religieux, les comportements, les attitudes de quelques membres du groupe relèvent du racisme et doivent être fermement combattues. L'urgence absolue est de s'éloigner des réponses communautaires, des attitudes qui enferment les hommes dans des identités rétrécies et de leur substituer la défense, la promotion, la mise en acte de l'universalité des valeurs de la République.

Face à des propos et des attitudes racistes, il est nécessaire :

– de rappeler que conformément aux lois françaises, le racisme n'est pas une opinion mais un délit qui peut donner lieu à des condamnations ;

– de mettre fortement l'accent sur l'égalité dignité entre toutes les femmes et tous les hommes, quelles que soient leurs origines ou leurs religions ;

– de combattre tous les préjugés et amalgames qui circulent ici ou là, y compris ceux véhiculés par les médias : l'égorgeur est arabe, le complotteur est juif, le voleur est gitan, le fourbe est chinois, le fainéant est noir, l'alcoolique est polonais... On pourrait même rajouter, le jeune de "banlieue" a une casquette à l'envers et ne réussit rien à l'école !

La question du corps, de la liberté corporelle de la personne est une question importante dans la construction d'un(e) adolescent(e). Dès l'école primaire, la pratique sportive permet d'aborder les questions relatives à ce problème et est un élément essentiel de l'éducation des enfants. Le principe de mixité ne doit pas être remis en cause et son importance doit être inlassablement réaffirmée. Le milieu scolaire favorise la pratique du sport des adolescentes, car il est plus facile pour les filles de pratiquer le sport dans un cadre sécurisé, avec des éducateurs connus et repérés par les familles, en qui la confiance peut être placée. *"La politique de recrutement des 'grands frères' est unanimement dénoncée par les personnes auditionnées. Il s'agirait là d'une politique de facilité qui conduit à choisir des personnes dont les motivations ne vont pas toujours dans le sens de la mixité et de l'ouverture. Certains éducateurs ont ainsi fait obstacle à la pratique sportive des filles."*(Extraits du rapport *Femmes et Sport* remis en avril 2004 au ministre des Sports)

Respecter les élèves, respecter les textes

Le respect des élèves, de leurs droits est fondamental, comme l'est pour toute décision le respect des principes fondamentaux du droit. Trop souvent le système éducatif raisonne comme si "la loi du professeur" ou "la loi du proviseur" était toute-puissante, sans se soucier des textes réglementaires en vigueur. De telles pratiques ont pour conséquence de fragiliser le système éducatif qui peut voir ces décisions annulées pour "vice de forme", car l'État de droit en France implique un respect scrupuleux des textes existants. Il ne suffit pas d'avoir raison pédagogiquement ou sur les principes si on a tort juridiquement : il est important de respecter l'État de droit.

Le fonctionnement d'un établissement, les décisions des instances disciplinaires doivent respecter les textes réglementaires et les principes généraux du droit. Il ne suffit pas de penser qu'on est dans son bon droit pour prendre une décision, il faut vérifier sa légalité. Ce n'est pas en ne respectant pas le droit qu'on convaincra les élèves de la justesse des principes et des valeurs qui fondent la République en France !

"Un élève ne peut être sanctionné deux fois pour les mêmes faits."⁽¹⁾ Le tribunal administratif de Caen, le 7 octobre 2003, a considéré qu'une exclusion temporaire de l'établissement avant la tenue

1)- Extrait de La lettre d'information juridique du ministère de l'Éducation nationale, mai 2005.

d'un conseil de discipline ne pouvait être considérée comme une sanction que s'il y avait des motifs avérés concernant la sécurité de l'établissement. Si l'interdiction d'accès à l'établissement ne peut être justifiée par des *"nécessités avérées de sécurité de l'établissement"*, il s'agit pour le tribunal administratif d'une sanction. Comme les principes généraux du droit indique qu'il est impossible de sanctionner une personne deux fois pour le même fait, dans ce cas la décision qui suit le conseil de discipline ne peut être qu'annulée. En conséquence, le tribunal administratif de Caen a annulé la sanction d'exclusion définitive prononcée par le conseil de discipline.

"On ne peut priver un élève de cours pour une période indéterminée."

Le tribunal administratif de Strasbourg a condamné, le 17 juillet 2005, le lycée et l'État à verser des indem-

nités à des jeunes filles que le proviseur avait interdites de cours lors de la phase de dialogue prévue par la loi du 15 mars 2004 : Le tribunal administratif de Strasbourg a indiqué *"qu'une telle décision qui ne saurait constituer une simple mesure préparatoire à la décision (...) a pour effet de priver de façon durable les élèves de la possibilité de bénéficier des conditions normales des enseignements dispensés dans le service public scolaire.(...) Cette décision litigieuse portant refus d'accès au cours et mise à l'écart, en l'absence notamment d'indication quant à sa nature, sa durée et ses modalités d'application, n'est pas au nombre des mesures éducatives et pédagogiques que le proviseur du lycée pouvait légalement prendre, alors même qu'elle ne vise pas en elle-même à sanctionner l'intéressée, mais tend à garantir le respect de la loi du 15 mars 2004... Le lycée versera 200 euros et l'État 300 aux jeunes filles concernées."*

Le système éducatif raisonne comme si "la loi du professeur" ou "du proviseur" était toute-puissante, sans se soucier des textes réglementaires en vigueur.

Construire des démarches d'excellence dans les établissements

Avoir les ambitions les plus hautes pour les élèves sert beaucoup mieux la démarche laïque qu'une démarche compassionnelle.

Trop souvent, on stigmatise les établissements classés en ZEP (zone d'éducation prioritaire) comme des établissements de relégation incapables de favoriser la réussite scolaire des élèves. Une étude menée en 2003 concernant les élèves des collèges classés en ZEP en 1990 montre qu'un certain nombre d'entre eux se situe dans une démarche de réussite. Il y apparaît qu'un nombre non négligeable de jeunes a eu un parcours qui montre qu'on peut réussir dans un collège classé en ZEP et que l'équation simpliste "échec scolaire = établissement en ZEP"

mérite pour le moins d'être nuancée ; 269 professeurs des écoles stagiaires de l'académie de Créteil, soit 20,27 % des stagiaires reçus au concours de recrutement, plus d'un sur cinq, ont eu une scolarité dans un collège classé en ZEP.

Quelles leçons en tirer ? Ces 269 jeunes (très majoritairement des filles) montrent que l'école est encore un outil de promotion sociale pour un certain nombre d'entre eux. Ces jeunes filles, ces jeunes gens ne rendent-ils pas en devenant professeur des écoles ce que l'école leur a donné ? Ne voit-on pas poindre ici la naissance de nouveaux hussards (en fait hussardes) de la République, porteurs (porteuses) d'exemplarité par rapport aux jeunes de banlieue, et ce beaucoup plus que certains chanteurs ou sportifs ? Les premiers porteurs de l'idéal laïque sont donc ces enseignants fiers d'appartenir à la République française, porteurs de ces valeurs, mais aussi fiers de leur culture.

L'école doit se vivre et se comporter avec tous ses acteurs comme un espace laïque de savoir et de citoyenneté. Son espace doit être clairement identifié, symboliquement séparé de son environnement. Émettrice vers le quartier où elle est située autant que réceptrice des initiatives qui s'y mènent, des problèmes qui s'y déroulent. Consciente qu'en tout en état de cause elle a sa marge de manœuvre propre par rapport à son environnement économique, social et culturel, l'école doit refuser tout fatalisme. Laïque, parce qu'elle est ouverte à tous les jeunes, quelles que soient leurs origines sociales, ethniques ou religieuses, l'école refuse toutes les doctrines d'exclusion et a la volonté et l'ambition de faire réussir tous les élèves d'où qu'ils viennent.

Elle promeut le savoir parce qu'elle sait qu'aujourd'hui encore plus qu'hier la poursuite d'études est un élément clé de l'insertion sociale, parce qu'elle est prête à s'adapter aux divers publics tout en maintenant les mêmes objectifs pour tous. ◀



Jean-Louis Auduc, "L'approche laïque turque et ses acquis dans le monde associatif turc"
► Dossier Laïcité mode d'emploi, n° 1218, mars-avril 1999